

LA LETTRE DE GÉOSTRATÉGIES 2000

ANCIENS DE CAMBRIDGE / ANCIENS D'OXFORD / ASSOCIATION DES ANCIENS DE LA LONDON SCHOOL OF ECONOMICS / ASSOCIATION DES ANCIENS DE L'ÉCOLE DE L'AIR / ASSOCIATION DES SCIENCES PO / ASSOCIATION DES AUDITEURS ET CADRES DES HAUTES ETUDES DE L'ARMEMENT / ASSOCIATION NATIONALE DES AUDITEURS JEUNES DE L'IHEDN (ANAJ) / ASSOCIATION DES DIPLÔMÉS DU CENTRE D'ETUDES SUPÉRIEURES DE BANQUE / ASSOCIATION DES CENTRALIENS / ASSOCIATION DU CONTRÔLE GÉNÉRAL DES ARMÉES / ASSOCIATION DES DIPLÔMÉS DE L'ESSEC / INSTITUT DE RELATIONS INTERNATIONALES ET STRATÉGIQUES (IRIS) / INSTITUT DES HAUTES ETUDES DE DÉFENSE NATIONALE / INSTITUT DES HAUTES ETUDES NATIONALE DE LA SÉCURITÉ ET DE LA JUSTICE / INSTITUT SUPÉRIEUR DES AFFAIRES DE DÉFENSE (PARIS II) / INSTITUT SUPÉRIEUR DU COMMERCE / SAINT-CYRIENNE / ASSOCIATION DES ANCIENS ÉLÈVES ET DIPLÔMÉS DE L'ÉCOLE POLYTECHNIQUE /

Site Internet : geo2000.org

N° 63 – NOVEMBRE 2004

SOMMAIRE :

P.2

Editorial : " Institutionnaliser l'Imagination" par Jean-Marc Berlioz

P.3

" Géostratégie de l'eau : risques, conflits et prévention "

Petit-déjeuner débat avec Henri Proglia, Président-Directeur Général de Veolia "

P.7

" Communautarismes musulmans en France : des stratégies paradoxales "

Dounia Bouzar, Protection judiciaire de la jeunesse – Ministère de la Justice – Responsable du Programme Islam et Actions sociales

P.11

" France : Communication, culture et dépendances "

Renaud Donnedieu de Vabres, Ministre de la Culture et de la Communication

P.14

" La problématique du terrorisme dans les transports métropolitains en Ile-de-France "

AGENDA

- **Jeudi 16 décembre 2004 : Petit-déjeuner débat avec le Général d'Armée Marcel Valentin**
Thème : *" France : quelles réserves pour l'Armée professionnelle ? "*
- **Jeudi 13 janvier 2005 : Petit-déjeuner débat avec Luc Ferry, ancien Ministre de l'Éducation Nationale**
"Thème : *" L'Etat, l'École, le Citoyen "*
- **Jeudi 10 mars 2005 : Petit-déjeuner débat avec Michel Camdessus, ancien Directeur Général du Fonds Monétaire International**
Thème : *" La mondialisation : diabolisation et mythes ? La réalité des chances et des risques ? Pour qui ? "*

" Institutionnaliser l'Imagination "

Par Jean-Marc Berlioz,
Inspecteur Général de l'Administration, Membre du Conseil
de Géostratégies 2000

Ces lignes sont écrites au lendemain de la disparition de Jacques Derrida. Que le philosophe français ait été adulé aux Etats-Unis dément les propos sur les malentendus transatlantiques. "*J'écris dans une langue que je tiens à garder très française, aussi idiomatique et aussi intraduisible que possible. Et pourtant, j'ai plus de lecteurs, oserai-je le dire, lucides et généreux, à l'étranger qu'en France*", selon les termes de l'auteur.

Ce paradoxe, souligné par le penseur, des limites, des partages et des passages de frontières me semble révéler ce que sont aujourd'hui la stratégie et la géostratégie.

Qu'il me soit permis de cultiver les voisinages intempestifs trouvant des résonances entre le rapport de la commission d'enquête américaine sur les attentas du 11 septembre, les notions derridiennes, ainsi que le titre éloquent du dernier ouvrage de J.B Pontalis : " Le dormeur éveillé ".

Dans le chapitre consacré à l'analyse prospective et rétrospective, le rapport précité fait une recommandation qui semble contradictoire : " institutionnaliser l'imagination " : "*on prête rarement à la bureaucratie le don de l'imagination. Avant Pearl Harbor, le gouvernement américain disposait d'excellents renseignements sur l'imminence d'une attaque japonaise, mais (...) face à une menace évidente, les mesures d'alerte ont ployé devant la routine. Il est donc crucial de trouver le moyen de rendre routinier, de bureaucratiser, en quelque sorte, l'exercice de l'imagination. Pour cela, il ne suffit pas de trouver un expert capable d'imaginer qu'un avion puisse être utilisé comme une arme*" ; il faut aussi que ce type de scénario *se fraye un chemin dans l'esprit des experts en sécurité aérienne et des décideurs.*

Or, " se frayer un chemin dans l'esprit de " ("*to work their way into the thinking of*", dans le texte original), n'est pas réductible à la pluridisciplinarité et au décloisonnement entre compétences si souvent prônés. Ce n'est pas en mettant en commun les savoirs dans une sorte de tirelire intellectuelle que l'innovation fructifie. Pas davantage l'imagination ne relève-t-elle de la fantaisie dispensant de la rigueur. Il importe d'embrasser la complexité ; pour ce faire, la pertinence des diverses spécialisations doit être appréciée sous l'angle stratégique, c'est-à-dire non pas en les conjuguant en fonction du type de menace, mais plutôt en ayant une vision globale de la vulnérabilité.

Comment doter d'une méthode d'un tel objectif ? Comment opérer, concrètement, sans verser dans la prétention de schémas à la fois commodes et impuissants, comme si convertir les données en interprétations puis en décisions relevait d'un processus linéaire, réalisé du seul fait qu'il est énoncé ? Comment, dans la formule " penser l'impensable ", en vogue depuis le 11 septembre 2001, mettre en relief le mot *penser* plutôt que le *non possumus* sous-jacent ? S'exhorter à l'audace intellectuelle risque d'être stérile si l'on n'a pas vocation à déboucher sur une réelle stratégie. Or, un préjugé latent voudrait que l'hyper terrorisme vienne rendre caduque la stratégie conçue sur le modèle clausewitzien, celui-ci étant réputé tabler sur la rationalité de l'adversaire. L'institut que j'ai dirigé (l'IHESI, institut des hautes études de la sécurité intérieure, devenu INHES, institut national des hautes études de sécurité), s'est efforcé de contribuer à forger une doctrine de sécurité globale qui prenne en compte ces tensions entre rationnel et irrationnel, en échappant aux deux écueils : celui qui nie les facteurs irrationnels en imaginant benoîtement ramener l'inconnu au connu ; celui qui se plie aux facteurs irrationnels en acceptant de n'en avoir aucune maîtrise. Il est urgent de concevoir une *stratégie paradoxale*, à la manière de la *syntaxe paradoxale* de Derrida. Stratégie paradoxale du Dormeur

éveillé, qui parvient à être parfaitement vigilant parce qu'il s'abandonne à la rêverie, qui s'abstrait d'une lucidité écran masquant les images carrefours, qui ne se contente pas de voir, dans la réalité mouvante, un rébus à décrypter, qui fait le lien entre vigilance, lucidité et élucidation parce que la menace est moins à déchiffrer qu'à percevoir comme un nouvel horizon.

JMB

" Géostratégie de l'eau : risques, conflits et prévention " ***Henri Proglia, Président-Directeur Général de Veolia*** ***Environnement***

Le jeudi 10 juin, Géostratégies 2000 a invité un grand industriel, Henri Proglia, Président-Directeur Général d'une entreprise à vocation internationale, Veolia Environnement, à venir débattre de la problématique de l'eau dans le monde. Un sujet complexe, à la fois technique, économique et politique, source de conflits, qui suscite passions et controverses, et constitue en ce début de XXI^{ème} siècle un formidable enjeu de puissance, mais aussi de survie. Après avoir analysé la " cartographie " actuelle des zones à risques et des actions de prévention, il nous a alertés sur les effets dévastateurs provoqués par la combinaison d'une démographie galopante, du réchauffement de la planète, de la pollution et d'inévitables migrations de population.

Dans l'histoire des civilisations, l'eau a souvent été à l'origine de tensions, voire de guerres, et ce phénomène va s'aggraver, lance Henri Proglia. Ressource inégalement répartie, à l'accès parfois difficile, elle représente un élément de forte vulnérabilité dans les pays dont la dépendance est grande. C'est notamment le cas au Moyen-Orient. La nécessité de capter et de sauvegarder des ressources a d'ailleurs été l'un des éléments déclencheurs de la guerre égypto-israélienne de 1973. Avec un taux de dépendance qui atteint les 97%, l'Egypte est incapable de s'assumer. De même, une des clés du conflit qui s'éternise dans le bassin de l'Euphrate et du Tigre, tient à la situation particulière du Kurdistan, réservoir d'eau de toute la région. Il est vital de préserver son indépendance, gage d'un certain équilibre entre l'Iran, l'Irak, la Turquie et la Syrie. Les solutions politiques ne peuvent pas tout régler, lorsque des questions de puissance économique et de tutelle sur l'eau entrent en jeu, affirme-t-il. Pourtant, en théorie, il y a actuellement assez d'eau sur la planète pour subvenir aux besoins de ses six milliards d'habitants, à leur consommation individuelle (20%) industrielle et agricole (80 %). C'est **la non-homogénéité de la ressource, qui se partage entre zones de surabondance et de pénurie, qui pose problème**. Pour y remédier, ne pourrait-on pas, comme pour le pétrole, créer un marché, une " OPEP de l'eau " ? Impossible, réplique Henri Proglia. L'eau est un produit vivant qui se transporte très mal, à des coûts exorbitants. Et seuls, les Romains s'y sont essayé avec des aqueducs. Actuellement, cela nécessiterait des infrastructures gigantesques non rentables. Les transports par tankers ne représentent pas non plus de projets crédibles. Les Turcs ont tout de même vendu des approvisionnements par bateau à Israël, en cas de crise, mais le dessalement de l'eau de mer se révèle moins cher !

Des Évolutions dangereuses

La démographie galopante qui se profile à l'horizon (on table sur 8 milliards d'habitants en 2015) va compliquer la donne. Il va falloir partager la même ressource initiale entre un nombre de personnes qui ne cesse de croître. L'autosuffisance n'est-elle pas menacée ? A partir de 2050, la disponibilité et la qualité de l'eau seront au cœur de nos préoccupations, souligne Henri Oglio. L'augmentation de la population, liée à un allongement de la durée de la vie, va s'accompagner d'un changement de la structure sociale. En raison du vieillissement et malgré le non renouvellement d'une génération, les Chinois seront ainsi 1 milliard 500 000 dans vingt ans, contre " seulement " 1 milliard 350 000 maintenant ! La concentration urbaine, de plus en plus dense, accentuera encore les difficultés. Actuellement, 50 % de la population chinoise vit dans des villes, dans quinze ans, la proportion sera de 70 % ... Partout dans le monde, les villes multimillionnaires se développent. 95 % des Australiens habitent dans cinq villes, alors qu'ils disposent d'un immense espace. Toutes ces évolutions vont peser sur le taux d'autosuffisance. Relativement bon, en ce début de XXI^{ème} siècle, il atteindra **un seuil critique dans quinze ans. 1,6 milliard de personnes n'auront plus accès à l'eau, contre " seulement " 200 millions aujourd'hui, relève Henri Proglio.**

Prévenir les menaces, combattre les fléaux

Pour relever ce défi, préserver notre environnement d'une pollution incontrôlable, une stratégie doit s'élaborer autour des transferts de populations. Il faut anticiper ces zones de transhumance, qui à terme sont inéluctables, pour éviter de futurs conflits, prévient-il. Autre priorité, réduire les gaspillages. Lors du Congrès de Johannesburg, il avait été décidé que l'inaccessibilité à l'eau des populations devrait être réduite de moitié en quinze ans. Mais, ce sont là des vœux pieux, qui nécessitent de lourds investissements. Où trouver les financements ? Comment progresser ? Il faut d'abord lutter contre les gaspillages dans les pays riches. Sur le réseau nord-américain (Canada et Etats-Unis), le taux de fuite atteint les 50 %. Il y a une très mauvaise gestion des réseaux, qui sont aussi délabrés que ceux de la Roumanie de Ceausescu ! En Europe, les performances sont meilleures, avec un taux de fuite qui avoisine les 20 %, et seulement 10% en France, où l'on est proche de l'optimum économique. Les pays pauvres peuvent aussi se révéler de bons élèves. Au Niger, où Veolia Environnement est opérateur, le rendement du réseau à Niamey est de 90%. L'efficacité du service n'est pas liée à un mode de civilisation, remarque Henri Proglio, qui serait assez favorable à l'attribution de primes ou de sanctions, en fonctions des performances. Ce rating permettrait au système de s'autoréguler, de financer une partie de l'aide au développement. Il faut également préserver, coûte que coûte, la qualité de l'eau. Si les ressources se polluent, elles deviennent inutiles. Les risques, déjà très importants en Chine et en Inde, vont se multiplier avec les concentrations urbaines de plus en plus denses. Un système de traitement des eaux usées et des déchets doit impérativement être mis en place. En Inde, les colonisateurs avaient construit des égouts, mais maintenant, les réseaux d'assainissement se déversent dans le Gange, provoquant une épouvantable pollution. En 1976, les gouvernements français et indiens s'étaient engagés à construire des stations d'épuration. Près de trente ans plus tard, le projet est toujours au point mort, déplore Henri Proglio. Les énormes foules de pèlerins qui affluent à La Mecque entraînent là aussi une pollution dramatique, qui va détruire les réserves en eau, déjà faibles, de la ville. Il existe une convergence entre ressources et richesses nationales. En Algérie, les plages sales n'attirent pas le voyageur. Au-delà des problèmes purement humanitaires, se profilent des aspects économiques, touristiques et stratégiques, qui sont loin d'être négligeables. L'islamisme se propage surtout dans les banlieues, où la population subit une urbanisation sauvage et n'a pas accès à l'eau, conclut Henri Proglio.

Comme à l'accoutumée, un débat riche et approfondi, animé par Serge Rechter, a prolongé le passionnant exposé d'Henri Proglio.

Général d'Armée Bertrand de La Presle (ancien Gouverneur des Invalides – Vice-Président de Géostratégies 2000) : Existe-t-il des pistes en matière de transformation chimique pour obtenir de

l'eau consommable ? La contamination délibérée des puits constitue un risque très grave. Peut-on y faire face ?

Colonel Jean-Luc Lefebvre (Cadre Professeur – Collège Interarmées de Défense) : *La menace d'une contamination par des groupes terroristes est-elle réelle ?*

Nous sommes en mesure de créer l'eau artificiellement, de la traiter. Mais le prix de revient serait exorbitant, il dépasserait les limites budgétaires. Les risques d'attentat constituent une préoccupation. Toutefois, nous disposons de systèmes d'alerte et de détection sophistiqués. Les endroits stratégiques sont également protégés physiquement. Personne, jusqu'à présent, n'a utilisé l'eau à des fins criminelles. Elle n'est pas un bon conducteur, comparée à l'air, et assez inefficace dans la guerre bactériologique. La pollution de l'eau potable nécessiterait des volumes considérables (de l'ordre de plusieurs camions citernes), et au moindre trou dans les conduites, des geysers se formeraient du fait de la pression. L'eau n'est donc pas le système idéal de destruction massive.

François-Xavier Martin (Directeur des Marchés Télécom, Ferma - Vice-Président AX) : *En France, les factures d'eau sont en augmentation régulière. Ne pourrait-on instaurer une concurrence entre fournisseurs ?*

Jean-Pierre Godefroy (Ingénieur AX) : *L'eau est-elle assez chère ?*

Tout est envisageable. Si l'on raisonne en termes budgétaires, le prix est très correct. La facture, qui se répartit entre les pôles " eau potable " (40 %) ; " eau usée " (31 %) et " taxes et redevances " (29 %) est perçue comme chère, même si, globalement, elle est relativement faible. Le doublement du prix de l'eau provient essentiellement des frais d'assainissement, qui ont été ajoutés. Quant à instaurer une concurrence, cela serait complexe. Le modèle français de gestion déléguée a fait ses preuves. De nombreux pays l'ont choisi, notamment la Chine. Nous gérons pour le compte de tiers, le plus souvent des communes, qui, à l'expiration du contrat, décident ou non de le poursuivre. On peut également se demander si les tarifs de l'eau sont assez élevés. Actuellement, le prix payé permet d'atteindre l'équilibre économique. Si on l'augmentait, on pourrait sanctionner le gaspillage. Il faudrait alors rétrocéder une partie du prix à une autorité indépendante. Mais, je n'y suis pas favorable. C'est un peu lassant d'être considéré comme un collecteur d'impôts. Cela instaure un système pervers qui déresponsabilise.

Laurence Dors (Secrétaire Générale EADS – Vice-Présidente de Géostratégies 2000) : *Vous avez évoqué des ouvertures dans le domaine multilatéral, comme la création d'un rating de bonne consommation de l'eau, qui permettrait de financer l'aide au développement. Vous dénoncez l'inutilité de certaines actions menées par des ONG, comme le forage de puits dans le désert. Pourquoi garde-t-on habituellement le silence ?*

Concernant les ONG, mon objectif n'était pas de critiquer les bonnes volontés, elles servent à soulager les misères locales, mais aussi, la conscience mondiale. Or, ce raisonnement est trop simple, compte tenu des migrations urbaines en préparation et des désastres qui s'annoncent, en Afrique. Paradoxalement, la Chine a la chance d'avoir un régime autoritaire, qui veut éviter le plus possible les flux migratoires. Chaque année, une ville nouvelle de 15 millions d'habitants émerge de nulle part. Une démocratie ne pourrait gérer ce système de limitation drastique des flux migratoires.

Georges Mercadal (Président de la Commission Nationale du Débat Public) : *Il y a quinze ans, on évoquait un " Plan Bleu " autour de la Méditerranée. Où en sont les réflexions ?*

Tous les projets se sont effilochés. C'est la situation politique locale qui en porte la responsabilité. Désormais, on se montre moins ambitieux, en essayant d'avancer pays par pays. Hormis la Tunisie, c'est le Maroc qui est le mieux géré. Il y a une réelle volonté d'aboutir. Israël, qui est très vigilant sur ce sujet, est en train de construire des unités de dessalement, de très grande taille. L'Algérie, quant à

elle, souffre d'un énorme retard. A cause de sa parenthèse marxiste, qui a duré 20 ans, elle a régressé par rapport à la situation coloniale. On assiste actuellement à une prise de conscience, mais on est encore tellement loin de la vérité des prix que toute initiative privée reste impossible et non viable.

Jacques Boyon (Secrétaire Général de l'IRIS – ancien Ministre) : *La concurrence sur le marché national entre les trois grands groupes (Générale des Eaux, Lyonnaise des Eaux et SAUR) est-elle réelle ou virtuelle ? Lorsque vous citez des contrats de cinquante ans avec la ville de Shangäi, par exemple, cela donne le vertige. La durée est-elle aussi longue avec les collectivités territoriales françaises ?*

Je suis assez mal placé pour donner mon opinion sur la concurrence. Depuis mon entrée dans le groupe de la Générale des Eaux, en 1972, j'ai été élevé dans ce culte. Je me suis toujours battu féroce-ment sur tous les appels d'offre, comme l'ensemble de mes collègues. Et pourtant, nous sommes perçus comme de " faux " concurrents. Les donneurs d'ordre ne considèrent pas nos rapports de la même façon. Quant à la durée de nos contrats, elle correspond aux attentes des uns et des autres. S'ils étaient plus courts, nous aurions peur de nous engager, car cela nécessiterait trop d'investissements. Il faut savoir que ce sont des contrats de pure ingénierie, qui nécessitent un savoir-faire très poussé, de l'expérience, des connaissances pointues, et un grand profession-nalisme. Nous apportons notre technologie, nous adaptons nos outils à l'évolution des besoins des clients. Ce n'est absolument pas une rente de situation, cela ne s'apparente pas à un simple contrat de financement. Il nous faut de la durée pour justifier de la mobilisation de toutes ces ressources

Un exposé de haut niveau, une écoute attentive, un industriel de grande vision.

Marie-Clotilde Hingray

(Propos non revus par les intervenants)

" Communautarismes musulmans en France : des stratégies paradoxales "

Dounia Bouzar

***Protection judiciaire de la jeunesse – Ministère de la Justice
Responsable du Programme Islam et Actions sociales***

Lors de sa réunion de rentrée, le 15 septembre 2004, Géostratégies 2000 a reçu Dounia Bouzar, responsable du programme " Islam et Actions Sociales " à la Protection Judiciaire de la Jeunesse, au Ministère de la Justice. En invitant cette Universitaire, seule femme Personnalité qualifiée du Conseil Français du Culte Musulman, le Club présidé par Serge Rechter a décidé d'aborder la question de l'islamisme sous un angle nouveau. En effet, après avoir analysé, avec des journalistes, des politiques, des magistrats, des policiers et des politologues, les conséquences internationales de l'islamisme fondamentaliste et ses liens avec le terrorisme, Géostratégies 2000 a choisi cette fois d'apaiser le débat en confiant à Dounia Bouzar le soin de faire le point sur les diverses organisations musulmanes présentes en France, de déterminer si elles constituent un danger ou un relais pour la citoyenneté. Elle s'est également interrogée sur la validité, les contradictions et les paradoxes des discours tenus sur l'islam, que ce soit par les médias, les salafistes ou certains responsables religieux, souvent en profond décalage avec les crises identitaires que connaissent les jeunes en grande difficulté.

Alors que l'islam devient un objet affectif, idéologique et politique, comment peut-on être aujourd'hui à la fois français et musulman? C'est avec cette question, ô combien complexe, que Jean-Marc Berlioz, directeur de l'INHES, a lancé la conférence de Dounia Bouzar. Auteur d'un ouvrage à paraître très prochainement, intitulé " Monsieur Islam n'existe pas " (aux éditions Hachette), Dounia Bouzar est l'une des proches collaboratrices du directeur de l'Institut. Elle a visité, pendant plus de deux ans, des associations musulmanes pour répondre à un appel d'offre de recherche de l'IHESI. Cette relation directe avec le terrain l'a convaincue que tous les discours religieux, institutionnels et politiques, ont oublié l'essentiel. Elle a réalisé que l'on ne rencontre jamais des religions, mais des individus qui s'approprient différents éléments en constante interaction, selon le contexte, l'endroit, le siècle où ils vivent. **L'histoire que l'on se construit de la religion dépend de sa propre histoire.**

Le but de mes recherches était de comprendre comment un jeune musulman pratiquant, né en France, socialisé à l'école de la République, allait construire son rapport à l'islam, souligne d'entrée de jeu Dounia Bouzar, qui prend comme référence l'évolution du catholicisme. La loi de 1905 sur la laïcité a obligé les catholiques à réorganiser leur façon de croire et de s'intégrer à la société. La place accordée à l'individu a pris de plus en plus d'importance, diminuant ainsi l'influence des textes sacrés. Certains musulmans commencent à emprunter cette voie, mais de manière chaotique. L'islamisme est toujours présenté comme une essence déterminée, alors que les musulmans sont d'abord des hommes et des femmes ici et maintenant. Mon enquête m'a permis de discerner deux types de comportements bien distincts, souligne Dounia Bouzar. **Celui des islamisants et celui des socialisants.**

n Une interprétation dangereuse et paradoxale

Les **islamisants**, qui représentent les deux tiers de la population étudiée, ont le sentiment de détenir la vérité. Ils propagent l'idée d'un islam pur. Ce discours provoque un effet libérateur chez les jeunes.

Jusqu'alors, leur fidélité au groupe d'origine était liée au respect des traditions du village de leurs parents. Désormais, ils dégagent des valeurs essentielles de l'islam pour légitimer leur façon de vivre, comme par exemple, pour les filles, le droit de poursuivre des études. Ce qui engendre des conflits de valeurs, les parents ayant tendance à confondre islam et leur propre pratique inspirée des traditions de leur pays d'origine. Or, ce qui prime chez les islamisants, ce n'est pas le pays d'origine, mais le fait d'être musulman. Pour eux l'islam au travers des textes sacrés, apporte toutes les solutions. Pour permettre le déroulement d'un match de football mixte, ils vont évoquer un texte décrivant le prophète participant à une course de chameaux avec sa femme. Ils démontrent ainsi que le sport et la mixité sont autorisés. Mais, cette attitude est dangereuse, les interprétations varient en fonction des objectifs recherchés. Les femmes ont de plus en plus tendance à se référer aux textes sacrés pour y puiser des éléments favorables à leurs droits. C'est le " complexe du Hamdoulillah ". Or, cette absolutisation du texte sacré révèle un paradoxe. Elle les empêche de prendre en compte les paramètres extra-religieux qui définissent un être humain. Leurs rapports aux croyances demeurent inchangés, elles ne remettent pas en cause la norme, mais placent simplement le débat sur le registre philosophique, regrette Dounia Bouzar. Cet islam, dans son rapport au temps, est englobant. Il entre en conflit avec l'organisation sociétale, refuse de reconnaître une réalité qui ne s'inscrit pas dans le Coran. Il ignore ainsi les processus sociaux, culturels et historiques, et produit un désordre sémantique. Or, affirme Dounia Bouzar, rien dans les textes ne permet de séparer le sacré du laïc. Les catholiques ont, depuis longtemps, séparé christianisme et chrétienté. Cet islam rejette toute dimension historique, car lui seul a tout inventé. Les répercussions peuvent être très graves.

Des signes encourageants d'ouverture

Le **socialisant**, encore minoritaire (un tiers des personnes rencontrées), replace le jeune dans son contexte, en tant que sujet. Il veut l'aider à se construire et reconnaît qu'il est le fruit d'expériences diversifiées. Il insiste sur l'importance des réalisations concrètes, l'incite à s'engager au service d'un monde plus juste. Il le met en position de réfléchir et se rapproche ainsi du christianisme, de l'éthique religieuse. L'islam n'entre plus en concurrence avec les autres visions du monde, au contraire, il s'enrichit à leur contact. Le catholicisme a été contraint de s'adapter à la pluralité et à la laïcité, l'islam doit suivre la même direction, observe Dounia Bouzar. **Certains musulmans ont commencé à vivre autrement, il leur faut passer à l'étape suivante, qui est de croire autrement.** Malheureusement, les blocages sont encore nombreux, les changements dans le mode de vie n'entraînant pas encore de nouvelles interprétations du Coran. Mais l'espoir doit l'emporter. En démontrant que la religion n'a de sens que si elle fait ses preuves dans des situations concrètes, les socialisants ont beaucoup progressé. Les mentalités vont bouger, mais c'est une question de temps et de maturité, il est impossible de brûler les étapes, conclut Dounia Bouzar.

Après cet exposé riche et clair, le débat, animé par Serge Rechter, a donné lieu à des échanges de haute qualité et d'une grande vivacité.

Jean-Pierre Brard (Député de Seine Saint- Denis, Maire de Montreuil sous Bois) : *Vos propos me semblent assez éloignés de la réalité que je côtoie quotidiennement. Les jeunes de ma commune, pour la plupart, n'ont pas lu le Coran, et forment des groupes misogynes. L'islam leur fixe des interdits, plus qu'il ne leur propose des réponses. Je veux également revenir sur la loi de 1905. Selon moi, elle a eu des conséquences désastreuses. Non à cause de son contenu, qui était très tolérant, mais à cause des conditions de mise en œuvre, qui ont été très dures. On a confondu la séparation avec la négation du fait religieux. Il est urgent, en ce début de XXIème siècle, de réhabiliter l'histoire des religions. C'est un défi majeur. Cela permettra d'ouvrir le débat et d'éprouver du respect pour les autres confessions, ce qui est bien plus fondamental que la simple tolérance. On ne peut édifier une vraie cohésion sociale, si on ne maîtrise pas ce sujet.*

Le comportement des jeunes de ces quartiers ne dépend pas uniquement de leur religion. Ils sont aussi le produit d'un niveau économique, d'une vie sociale. C'est l'éducation, plus que la religion, qui forge les êtres humains. Il est vrai que trop souvent les jeunes musulmans n'ont pas accès au texte religieux.

C'est une faille théologique, qui permet au discours abstrait de Tarik Ramadan de séduire et d'endoctriner. Il manque un espace de débat face à cette vision monolithique.

Monseigneur Dubost (Evêque d'Evry-Corbeil-Essonnes) : *Pouvez-vous nous parler du mouvement salafiste ? Plus généralement, il me semble que le principal problème soit social. Les jeunes musulmans pratiquent une religion populaire, non réfléchie et trop conceptuelle.*

Les salafistes prônent une lecture littérale du Coran, hostile à toute idée moderne. C'est un système de régression. Ils essaient de faire revivre le temps sacré pour mieux survivre au présent. Selon eux, ce sont les croyances qui déterminent les comportements; Ces groupuscules adoptent des stratégies de secte, ils coupent les liens avec la famille, le monde du travail.

Xavier de Roux (Député de Charente-Maritime) *Selon l'islam, la règle divine dicte la règle sociale. C'est ce qui pose problème à notre République. Une concurrence de nature politique s'instaure avec l'islam. La chrétienté a lâché prise. L'islam peut-il lui aussi se dissoudre dans la laïcité?*

Ce n'est pas l'islam, dans sa globalité, qui doit être visé, mais seulement certains musulmans; Le christianisme a trouvé de nouveaux moyens d'exister, il faut lui emboîter le pas.

Catherine-France Henry (Magistrate au TGI de Versailles) : *Les travailleurs sociaux que je côtoie professionnellement sont le plus souvent issus de mouvements catholiques, comme Emmaüs, le Secours Catholique ou autres. Où sont les associations musulmanes socialisantes ? Elles ne se manifestent pas auprès des partenaires institutionnels comme les tribunaux.*

Une association tenue par des musulmans entraîne très souvent un mouvement de suspicion généralisé. Elles ne sont pas encore reconnues pour leurs compétences, ne s'intègrent pas vraiment dans le tissu social. Inversement, les travailleurs sociaux ont toujours des difficultés à bien interpréter les comportements des familles musulmanes. Il leur manque souvent une grille de lecture adéquate.

François-Xavier Martin (Directeur Marchés Télécom-Ferma - Vice-Président AX) : *La laïcité et la religion catholique coexistent pacifiquement, car la société se déchristianise. La communauté musulmane immigrée va-t-elle, elle aussi, abandonner sa religion? Par ailleurs, les jeunes, qui ont vécu toute leur enfance en Afrique du Nord, et qui une fois diplômés, s'installent en France, s'intègrent parfaitement. Comment interprétez-vous ce phénomène ?*

Je ne suis pas sûre que la société se déchristianise. Simplement, on assiste à une nouvelle façon de croire et d'exister. Il faut séparer la foi des croyances, et non pas arrêter de croire; quant aux jeunes diplômés, leurs cas sont spécifiques. Ils relèvent d'une autre culture, de type clanique.

Jean-Pierre Brard : *Les militants catholiques sont avant tout laïques. Ce qui n'est pas le cas, par exemple, du Secours Islamiste. L'hiver dernier, sous prétexte de distribuer du couscous, ils délivraient les versets du Coran. Ce moyen d'accéder au jeune en faisant du prosélytisme est inacceptable. Ces associations identitaires font trop souvent le nid du communautarisme. Il faut miser sur l'intelligence de chaque religion pour trouver une issue.*

Monseigneur Dubost : *Je veux apporter quelques précisions sur les relations entre la religion et le pouvoir. Ce sont les Rois de France, puis la République, qui se sont servis du christianisme, et non l'inverse, comme on voudrait le faire croire. En France, même un individu athée se retrouve baigné dans une culture chrétienne. Le musulman ne va pas trouver les mêmes références. Faudra-t-il inventer un traitement approprié?*

Nous essayons de privilégier les socialisants. Nous n'avons pas les moyens d'influencer les autres. Toute la question est de savoir si une religion peut-être " intelligente ". **C'est l'intelligence des hommes qui donne sens à la religion.** Vouloir calquer l'islam sur le mouvement catholique serait un

piège, cela lui donnerait une spécificité. Les sociétés occidentales ont appris à dire " je " par elles-mêmes, au prix d'un long travail de maturité. Ce qui n'est pas le cas du monde musulman. Cela leur a été apporté de l'extérieur, par Napoléon Ier.

Laurence Giovacchini (Secrétaire Général de l'INHES) : *Que pensez-vous du terme " islamophobie ", de plus en plus utilisé actuellement?*

Il est dangereux de réduire une personne à sa facette religieuse. Dans ce cas, on focalise sur sa dimension relationnelle à l'islam. Or, l'islam a une origine culturelle, politique. Cela reflète un désordre sémantique et entraîne le communautarisme. Les musulmans se plaignent que des agressions commises dans leurs cimetières ne soient pas autant condamnées que celles qui touchent les juifs ou les chrétiens.

Serge Rechter (Président de Géostratégies 2000) : *L'enlèvement des deux journalistes français en Irak a provoqué une mobilisation de la communauté musulmane en France, qui a assuré la Nation (dont elle est partie intégrante), de son total soutien .Elle a fait preuve d'un bel ensemble. Pourtant, l'histoire nous a enseigné que l'union sacrée ne dure jamais très longtemps. Il y a un tel fossé entre ceux qui plaident pour l'intégration dans la République et ceux qui revendiquent la priorité pour l'islam... On peut s'interroger sur le fait de savoir si ce " bel ensemble " n'est qu'une péripétie de l'Histoire ou un fait porteur d'avenir, pour le Conseil Français du Culte Musulman par exemple.*

Cette prise d'otages a été condamnée unanimement. Toutefois, J'ai ressenti comme un décalage entre les réactions des individus, dans la rue, qui représentaient une brochette de toute la diversité des musulmans vivant en France. Et, face à eux, les discours des institutionnels, qu'ils soient politiques et religieux. Mais, le risque est grand de voir le débat s'islamiser. Les médias ont su montrer, avec pertinence, comment les jeunes de la rue analysaient cette affaire, au travers de grilles de lecture différentes. Mais, cela ne doit pas déboucher sur une islamisation des débats, c'est très complexe.

Serge Rechter a souhaité clore le débat en interpellant les représentants de la Presse sur précisément le rôle des médias, plusieurs fois évoqué, dans notre réflexion.

Bruno Cortes (Rédacteur en Chef des Journaux Télévisés de TFI week-end) a accepté de délivrer son point de vue et en même temps de poser une question qui laisse ouvert le champ des interrogations sur le rôle des prescripteurs d'opinion que sont, parfois malgré eux, les journalistes : *" Le Conseil Français du Culte Musulman constitue le porte-parole officiel de l'islam en France, avec des courants radicaux et modérés. En le créant, on a fait semblant de croire que si l'on est originaire d'un pays musulman, alors on est musulman en France. C'est un jeu politique qui ne correspond pas à la réalité. En sollicitant trop souvent les personnalités qui le composent, les médias risquent de les sur-médiatiser. Il nous est très difficile de trouver des porte-parole. Les médias sont confrontés à un dilemme. En relatant un événement, vont-ils amplifier le phénomène (comme avec le port du voile ou les incendies de voiture en Alsace), ou avoir un rôle pédagogique ? L'effet sera-t-il incitatif ou normatif ? "*

Une personnalité de haut niveau, ouverte au dialogue, sans complaisance. Une femme de réflexion enrichie du terrain, une femme engagée...

Marie-Clotilde Hingray

(Propos non revus par les intervenants)

" France : Communication, culture et dépendances "
Renaud Donnedieu de Vabres
Ministre de la Culture et de la Communication

Le jeudi 21 octobre, Géostratégies 2000 a reçu le Ministre de la Culture et de la Communication, Renaud Donnedieu de Vabres, venu débattre du rôle et des enjeux de la culture en termes de géostratégie. Il a particulièrement insisté sur l'importance de l'influence et du rayonnement de notre culture, face à une mondialisation devenue incontournable, et réaffirmé son combat en faveur de la défense de la diversité culturelle. Enfin, il a salué les avancées en matière de coopération européenne, et clairement manifesté sa volonté de voir aboutir le projet de pacte pour l'Europe de la Culture.

Après avoir souhaité la bienvenue au Ministre et aux nombreux membres du Club et invités (élus, journalistes, hauts fonctionnaires, etc) qui s'étaient déplacés pour ce petit-déjeuner, Serge Rechter fait la déclaration suivante : *" Je rappelle que Georges Malbrunot, Christian Chesnot et leur chauffeur syrien sont prisonniers depuis maintenant plus de deux mois en Irak. Cette prise d'otages est celle de la liberté de penser et de s'exprimer. Ces droits fondamentaux procèdent de toute la philosophie de Géostratégies 2000. Souvenez-vous en ! "* Puis il passe la parole au Ministre.

La culture constitue un moyen d'influence dans la gamme des instruments à la disposition de l'Etat, elle est devenue partie intégrante de la stratégie politique dans les affaires internationales, explique d'emblée Renaud Donnedieu de Vabres. En Chine, où l'ai participé avec Jacques Chirac à l'inauguration de l'Année de la France, les entreprises françaises bénéficient de l'image de créativité et d'ingéniosité liée à notre culture. L'interaction qui existe entre la culture, l'économie, l'industrie et la recherche crée un climat propice à la signature de contrats. Les expositions des Impressionnistes, du " Rideau de Sel " de Picasso, parallèlement à la tenue de formes contemporaines de musique et d'arts plastiques, à Shangaï, s'inscrivent dans cette démarche.

Les Américains ont compris depuis longtemps l'importance de l'action culturelle. Leur part de marché dans le cinéma européen oscille entre 50 et 80%. Dernièrement, en Corée du Sud, ils ont mis en balance le format de leur présence militaire avec l'ouverture du marché du cinéma et de l'audiovisuel de ce pays. La culture représente une activité économique essentielle (aux USA, les services audiovisuels occupent le deuxième poste à l'exportation derrière l'aéronautique) ; elle contribue à la puissance, au rayonnement, et à la création d'emplois. Elle a aussi valeur politique, facilite les rapprochements, les réconciliations, notamment entre les racines, c'est-à-dire le patrimoine et la création la plus contemporaine.

Ainsi, en une semaine, Renaud Donnedieu de Vabres a-t-il assisté à un spectacle de danse hip-hop à Lyon, à l'ouverture d'un centre de spiritualité à Port-Royal. Il a également reçu Rue de Valois l'ensemble du monde de la musique techno et électronique, et ressorti des archives l'original de l'Edit de Nantes.

Mieux maîtriser la mondialisation

La promotion de la diversité culturelle est l'un des grands axes de mon action, souligne-t-il. Cela a occupé une large place lors de mes entretiens avec les Chinois, qui soutiennent la France dans cette bataille pour les idées et le droit. Nous avons renoncé à l'exception culturelle (critiquée par un ministre espagnol, qui voyait là un ultime recours de sociétés en déclin), mais pesons de tout notre poids pour

voir aboutir la Convention sur la Diversité Culturelle en cours de négociation à l'Unesco, qui devrait être adoptée en 2005. C'est une cause qui a valeur universelle, qui permet à chaque pays de décider lui-même de sa propre culture, de mener une politique nationale de soutien aux programmes et aux artistes. Evidemment, cela ne doit pas dériver vers une apologie de l'identité, de la racine, qui pourrait porter atteinte aux droits de l'homme, comme le craignent les Etats-Unis. Nous restons vigilants. Ce constat de la nécessité du pluralisme est de plus en plus partagé, en partie du fait de la conjoncture internationale.

Pour être opérationnelle et efficace, cette Convention doit bénéficier d'une autonomie de traitement. L'objectif est de soustraire à l'OMC le règlement des différends portant sur les questions de culture, de santé et d'environnement. Des normes juridiques spécifiques doivent leur être attribuées, la procédure doit se dérouler sous l'égide de l'Unesco, déclare-t-il. Parfois, nous menons des combats communs avec les Américains comme l'illustre la lutte que nous organisons pour endiguer la piraterie.

Les nouvelles technologies engendrent elles aussi des problèmes. Mais, aussi néfaste soit-elle, la piraterie à grande échelle sur Internet provoque un regain de solidarité entre les industries cinématographiques et musicales, américaines et européennes. La crainte de dégâts irréversibles pour l'économie culturelle les oblige à surmonter leurs rivalités.

Une ambition européenne

Très attentif à la dimension européenne, Renaud Donnedieu de Vabres souhaite vivement favoriser la création d'un véritable espace européen de circulation des œuvres et des artistes. Cela diminuera l'uniformité, les publics apprécieront la diversité proposée, note-t-il, tout en reconnaissant qu'il y a là un défi économique et financier. Ce grand marché permettra à une œuvre de perdurer, voire d'en financer d'autres. Cela développera l'action culturelle extérieure de l'Europe, ainsi que sa capacité d'attractivité. Le chantier est déjà en marche. Ainsi, c'est une pièce en langue allemande, avec un metteur en scène allemand, qui a ouvert l'été dernier le Festival d'Avignon. Les grandes institutions culturelles (Comédie Française, Opéra de Paris...) fonctionnent en réseau avec leurs homologues européennes. Les œuvres peuvent ainsi circuler de capitale en capitale. Mais, ajoute-t-il, cela suppose une articulation intelligente entre les Etats, les gouvernements, les collectivités et les partenaires privés. Ces derniers ont joué un rôle déterminant dans l'Année de la France en Chine, il faut les encourager à préserver et à développer notre capital et notre image, au-delà des frontières. Le spectacle d'ouverture des Jeux Olympiques d'Athènes, réalisé par une société française ; le concert de Jean-Michel Jarre à Pékin devant un public de 750 millions de Chinois sont deux réussites exemplaires. Notre volonté de nous doter d'une chaîne d'information internationale obéit à la même logique. Promouvoir nos idées, nos valeurs sont une nécessité stratégique, c'est même un élément de notre politique de défense. Nous restons beaucoup trop sur une posture de repli. Nous avons une double mission : assurer le rayonnement de la francophonie et transmettre, en langues étrangères, nos messages. Nous devons disposer de nos propres moyens d'expression. En cette période où la violence règne sur tous les fronts, notre politique culturelle ne doit pas se contenter d'entretenir la mémoire ou d'épauler les jeunes talents, elle doit affirmer notre présence sur la scène internationale. Au-delà de la crise sociale des intermittents, j'ai choisi une vision délibérément extensive de mes responsabilités, Rue de Valois. C'est cette attitude qui me semble la plus appropriée aux problèmes de l'heure, conclut le Ministre.

Comme à l'accoutumée, un débat riche et approfondi, animé par Serge Rechter, a prolongé le passionnant exposé de Renaud Donnedieu de Vabres.

Jean-Philippe Lecat (Membre du Conseil d'Etat, ancien Ministre) : *Permettez-moi, d'abord, une petite précision L'optimisme espagnol au sujet de la culture est très compréhensible. Leur langue, leurs valeurs, leur culture ont le vent en poupe. La langue espagnole arrive au premier rang dans cinq états américains. Madrid est la capitale du doublage en espagnol des films diffusés aux Etats-Unis.*

Quelle place occupera la future chaîne internationale francophone dans l'exportation de nos produits culturels ?

La promotion de nos œuvres à l'étranger est une priorité. " Amélie Poulain " a obtenu de beaux résultats. 8,6 millions d'entrées en France et 3 millions aux Etats-Unis. " Les Choristes ", qui ont été vus par 8 millions de Français, vont être lancés en Chine. La future chaîne internationale est un projet indispensable, la formalisation concrète est en cours. Nous réfléchissons pour savoir si nous allons séparer les institutions qui ont en charge la francophonie de celles qui diffusent en langues étrangères. Allons-nous bâtir une chaîne entièrement nouvelle ou transformer un système qui existe déjà, comme TV5, en lui donnant des moyens supplémentaires ? Tout en sachant qu'il faudra résoudre les questions liées au capital. Il faut rendre compatible deux objectifs distincts, c'est une opération complexe.

Thierry Leroy (Conseiller d'Etat, ancien Préfet, ancien Président de l'IHEDN) : *Comment percevez-vous l'évolution de l'opinion française sur le dossier des intermittents ? Quelles bases allez-vous jeter pour aboutir à un nouveau consensus ?*

Nous sommes dans une période poujadiste, où tout doit être justifié. Certains Français ont du mal à accepter la complexité du métier d'artiste et de technicien. Il faut délimiter un périmètre, savoir qui relève de quoi et comment. Il faut aussi faire comprendre la logique de ce milieu, étranger à beaucoup d'entre nous. C'est actuellement le système social qui finance l'activité et donc l'emploi culturels. Il faut mener une opération vérité des coûts, décider de la nouvelle orientation à prendre. Si cela implique des transferts financiers, de nouveaux interlocuteurs devront prendre en charge certaines dépenses. Il faudra aussi faire un tri, déterminer quels sont les métiers qui entrent effectivement dans le cadre juridique des intermittents.

Général d'Armée Marcel Valentin (Gouverneur Militaire de Paris) : *Les vecteurs de la culture et de la communication appartiennent au concept global de défense ; ils sont un moyen de faire progresser la paix. Des projets sont-ils en préparation pour associer la culture à la gestion des crises ?*

Il existe une culture opérationnelle très forte dans nos armées, le savoir-faire des militaires français sur les terrains d'opération est reconnu et apprécié ; c'est en fait une réplique de notre diversité culturelle. Mais, la disparition du service militaire a créé un vide. Il faut trouver des enceintes où les élites républicaines (surtout les plus jeunes) se rencontrent. Je suis favorable au brassage des uns et des autres, au décloisonnement. L'uniformisation est contre-productive. J'essaie de le mettre en pratique, déjà entre les différentes disciplines de mon ministère (ce qui n'est pas toujours aisé), mais aussi avec les élus, les parlementaires, et pourquoi pas avec des officiers ?

Catherine-France Henry (Magistrate au TGI de Versailles) : *Comment espérer rayonner en Europe, lorsque nos jeunes ne maîtrisent pas leur propre langue et ne connaissent pas leur histoire culturelle ?*

L'apprentissage de la culture chez les jeunes est un réel souci. Faut-il avoir recours à des intervenants extérieurs à l'intérieur des écoles ? Beaucoup d'activités artistiques se pratiquent, mais en dehors du milieu scolaire. Cela aggrave les inégalités sociales. Je veux relancer la dynamique. Les recteurs et les directeurs régionaux des affaires culturelles vont se réunir. C'est un premier stade, et il a été difficile à concrétiser. Au-delà de l'enseignement, d'ores et déjà quelques initiatives peu coûteuses peuvent être prises comme celles d'ouvrir de grands lieux de spectacle publics lors des vacances scolaires. La Comédie Française pourrait projeter des films, ce serait une façon de la découvrir. Nous pensons aussi aux lieux patrimoniaux. Ainsi, dès l'année prochaine, le château de Fontainebleau deviendra un lieu de découverte de l'histoire. Nous accusons un grand retard par rapport aux Allemands, qui cultivent une vraie tradition dans ce domaine. La langue française demeure elle aussi la mission impérative de l'Education Nationale. Il faut faire preuve de volontarisme.

Général Pierre Warne (Conseiller Air-Dassault-Aviation) : *Vous parliez d'une vision extensive de la culture. L'éventuelle adhésion de la Turquie constitue-t-elle une chance ou une contradiction ?*

L'Europe a commencé avec la **réconciliation** franco-allemande. L'élargissement à 25 consacre sa **réunification**. Avec la Turquie, c'est une **décision** politique qui doit être prise. Les enjeux géographiques n'entrent pas en ligne de compte. Il est positif que la construction européenne, qui implique démocratie et développement économique, soit si attirante. Il ne faut pas dissuader les évolutions qui vont dans le bon sens. Dans l'immédiat, la Turquie ne peut devenir membre. Les Turcs eux-mêmes en sont convaincus. Discuter de son adhésion comporte des risques. La laïcité prônée par Atatürk n'est qu'apparente. La liberté de circulation n'est pas établie. La Turquie réunit-elle les conditions pour passer le concours ? Quels seront les résultats ? Tout est très incertain. Il me semble qu'il faudrait inventer un système particulier, qui ne soit ni une association, ni une adhésion, peut-être un partenariat spécifique entre l'Europe et la Turquie.

Pierre-Yves Petizon (Conseiller du Président- Salon d'Automne) : *Depuis plusieurs années déjà, la FIAC se tient Porte de Versailles. Quand va se terminer la coûteuse rénovation du Grand Palais ? Quelle exploitation est envisagée ?*

Les travaux de rénovation durent depuis onze ans. Pendant le même intervalle, 3500 tours ont été construites à Shanghaï ... Toutefois, le Grand Palais est un lieu patrimonial magnifique. Quelle va être sa configuration future, va-t-on utiliser ses sous-sols ? Va-t-on confier des responsabilités à des partenaires privés ? Nous sommes au cœur du régalien, l'Etat peut-il accepter de se séparer d'une partie de ses responsabilités, accorder des concessions ? Pour le moment, rien n'est exclu. Mais, nous aurons certainement besoin du concours de partenaires privés. Nous avons une obligation de résultat à court terme

Un beau sujet. Un Ministre direct et précis. Et un débat que Géostratégies 2000 aurait souhaité ne pas voir se terminer...

Marie-Clotilde Hingray

(Propos non revus par les intervenants)

La problématique du terrorisme dans les transports métropolitains en Ile-de-France

La seconde visite des installations Sécurité de la RATP a eu lieu le jeudi 23 septembre. Trente membres de Géostratégies 2000, conduits par le Général de La Presle, ont été reçus par trois autorités de très haut niveau, Alain Caire, Patrick Dillenseger, et Noël Planquelle. Rassurantes pour l'essentiel, et parfaitement argumentées, leurs interventions ont souligné les réalisations

effectives et programmées en matière de prévention des risques d'attentats et de gestion des crises. Elles nous ont également éclairés sur la façon dont travaillent ensemble Police, SNCF, RATP et SAMU, pour gérer la sécurité au quotidien.

Après avoir été accueilli par Alain Caire, Directeur de la Sécurité, qui a exposé les principales caractéristiques de la RATP, ainsi que son appréhension des problèmes de sécurité, le groupe, scindé en deux, a été confié respectivement à Patrick Dillenseger, chargé de mission défense, et Noël Planquelle, directeur de l'unité opérationnelle sécurité des réseaux. Le premier a rappelé tout d'abord qu'avec ses 9 millions de passagers par jour (soit 2,7 milliards par an), la RATP était leader mondial dans le transport de masse, urbain et suburbain. Une cible privilégiée, certes, mais aussi une référence pour d'autres grandes métropoles, comme Londres ou Moscou, qui ont pourtant opté pour une approche " Sécurité " différente. Les Britanniques, par exemple, ont tout délégué à la " British Transport Police ". La RATP est l'une des rares entreprises de transport à bénéficier de l'apport essentiel d'un " adjoint défense ", ce qui ne signifie absolument pas qu'elle agit seule. Elle mène une action coordonnée très étroite avec les plus hautes autorités de l'Etat, et notamment le SGDN, souligne Patrick Dillenseger, dont la stratégie est axée sur les menaces et risques NRBC (Nucléaire, Radiologique, Biologique et Chimique). " Je mène une approche globale face à une menace globale, qui est celle d'un air pollué, peu importe qu'il soit d'origine criminelle, terroriste, industrielle ou accidentelle ". Le dispositif NRBC repose sur trois phases : la prévention, l'intervention et la restauration. La première s'appuie sur tout un ensemble de systèmes et de mesures destinées à assurer un environnement plus sûr. Il existe, bien entendu, le plan Vigipirate, l'action des services de renseignements, mais aussi des procédures et des dispositifs internes à la RATP. Par exemple, trente cadres volontaires, ayant une capacité de conduite des machines, sont constamment en mesure de répondre à des besoins de secours. C'est une initiative unique au monde, se félicite Patrick Dillenseger, qui accorde aussi beaucoup d'importance à la formation, assurée par la Brigade des Sapeurs Pompiers de Paris. Des stages nationaux, à Cambrai, sont également prévus. Concernant la détection et l'alerte NRBC, la RATP pare actuellement au plus pressé, en achetant les systèmes les plus modernes (américains pour la plupart), mais la recherche n'en est pas pour autant abandonnée. Bien au contraire. Enfin, il y a les campagnes d'information, et les exercices internes, de type Piratox et Biotox.

" La RATP est certainement l'entreprise de transport la plus innovante au monde, nous devons préserver nos secrets de compétitivité, qui constituent de précieux atouts, surtout dans le contexte des prochains Jeux Olympiques de 2012 ", un enjeu capital pour Paris, conclut-il.

A son tour Noël Planquelle, patron du PC Sécurité 2000, nous a reçus au cœur de son dispositif. Toute notre organisation répond à un impératif, assurer la sûreté maximum sur l'ensemble de nos réseaux, résume Noël Planquelle. Lorsqu'une alarme se déclenche, elle doit être transmise au PC 2000 le plus vite possible (le délai moyen est compris entre 1 et 2 minutes, et l'intervention sur le terrain ne doit pas en excéder 10), et dans les meilleures conditions. Là, l'information est traitée conjointement par le PC Sécurité et le PC Police, en l'occurrence le SRPT, puisque plus de 70% des infractions sont commises dans Paris intra-muros. Notre PC est opérationnel depuis 1996, son efficacité dépend de ses capacités technologiques, qui sont très performantes, mais aussi du rôle des hommes qui régulent et pallient, si nécessaire, les fragilités technologiques, commente Noël Planquelle, satisfait de ce système, qui est l'un des plus modernes du monde. Toutes les alarmes n'aboutissent pas au PC 2000, précise-t-il. Un système intermédiaire de régulation, le niveau 1, permet de filtrer les données. Les problèmes de santé sont ainsi directement traités par les pompiers et le Samu. Seules les infractions véritables basculent sur le PC 2000, grâce à un train d'automatismes, développé depuis le début des années 90 et achevé en 1996. Le déclenchement d'une alarme entraîne sa radiolocalisation. Aussitôt, une fiche de suivi se matérialise, sorte de main-courante informatique, qui restera stockée pendant deux ans. Elle sert en effet de base aux statistiques, permet de déterminer une cartographie de la délinquance et donc, de mieux prépositionner les équipes de prévention. Parallèlement, nous

poursuivons nos efforts pour perfectionner l'ensemble du processus, observe Noël Planquelle. Actuellement, 2000 de nos 4000 bus sont équipés d'une vidéo surveillance en continu. " C'est un moyen de dissuasion très efficace, qui rassure conducteurs et passagers, car il permet d'identifier facilement les auteurs d'agression ". Les enregistrements sont conservés 30 jours, et exploitables par la police. Ce système, qui couvrira l'ensemble des bus à court terme, apparaît aussi dans les gares métro et RER. Toutes ces avancées technologiques augmentent la rapidité, la qualité, et la fiabilité dans la transmission d'informations RATP-Police. Nous menons ensemble une étroite coordination et nos résultats se conjuguent au pluriel, conclut Noël Planquelle.

Une vision projetée sur le réel et les hommes qui y travaillent. Au total avec la première session, ce sont 60 membres de Géostratégies 2000 qui ont partagé cette vision ...

Un grand merci à la RATP, à sa Présidente Anne-Marie Idrac et à toutes les autorités qui nous ont reçus et informés tout en étant à l'écoute attentive de nos questions. (S.R.)

Marie Clotilde Hingray

(Ce compte rendu n'engage en rien la RATP)